

mesure qu'ils ont compris qu'elle était logique, ils ont vu qu'elle pourrait les faire élire, alors ils l'ont volée.

Je veux dire clairement que très peu de députés à la Chambre peuvent s'approprier mon idée. Mais ceux qui le désirent vraiment sont les bienvenus. Imaginez-vous ce que nous pourrions faire en puisant 35 milliards dans les REER au moyen d'obligations municipales à 5 p. 100. Pour ce faire, on n'a qu'à penser aux grands projets de reconstruction que les Américains financent à l'aide d'obligations municipales à 5 p. 100, solides, peu coûteuses et cotées AAA.

Des voix: Oh, oh!

M. Barrett: Le député qui veut m'interrompre sera probablement le premier à dire: «C'est une bonne idée que vous avez là. En la modifiant un peu ici et là, elle pourrait devenir une bonne idée conservatrice.» Je n'ai pas d'objection.

C'est un plan qui a très bien fonctionné aux États-Unis et grâce auquel les économies de la population ont été mises à contribution. Je suis contre l'idée que les riches jouissent de déductions de 15 000 \$ et d'économies d'impôt de 7 500 \$ par année. Je le répète, si les riches jouissent de telles faveurs, il faut que la population canadienne ait droit à des avantages semblables.

L'émission d'obligations municipales à 5 p. 100 permettrait la création d'emplois à long terme dans la région de l'Atlantique, les Prairies et en Colombie-Britannique. Nous n'avons pas besoin de capital étranger, mais du capital accumulé par les riches canadiens qui réalisent des économies d'impôt. Ils font ces économies d'impôt parce que le gouvernement conservateur est d'avis que les riches ont droit à tout parce qu'ils sont riches et que les pauvres n'ont qu'à pâtir. Pour atténuer ce problème, j'ai proposé un moyen qui est préférable à l'octroi de déductions d'impôt faramineuses.

Certains membres des professions libérales, grâce à leurs talents et à leurs compétences, gagnent beaucoup d'argent. Je ne suis pas de ceux-là. S'ils avaient droit à pareilles déductions d'impôt, ils rejetteraient sans doute l'idée de verser 50 000 \$ de leur REER dans une obligation municipale à 5 p. 100.

Initiatives ministérielles

Je rendrai la formule très claire. Les investisseurs pourraient retirer leurs 50 000 \$, plus la moitié de ce capital ainsi que les intérêts courus sur les fonds du REER, à la fin d'une période minimale de 10 ans pendant laquelle l'argent aurait été utilisé comme obligation municipale. Plus j'explique cette formule aux députés d'en face, plus j'attire leur attention, bien que pour certains d'entre eux, je sois devenu plutôt soporifique. La meilleure logique du monde et les arguments les plus raisonnables sur la responsabilité sociale n'ont absolument aucune prise sur ces députés.

Je ne crois pas que le gouvernement opte pour les obligations municipales. Je veux que l'on comprenne bien que mes collègues ne sont pas du tout en faveur de l'idée d'accorder de nouveaux allègements fiscaux aux riches. Qu'on permette à tous de déduire les cotisations qu'ils versent à leur régime de pension, plus un montant maximum comme les riches. Pourquoi les femmes et les hommes qui ont un emploi permanent à vie n'auraient-ils droit qu'à une déduction de 3 500 \$ s'ils ont mis de côté en plus 1 000, 1 500 ou 2 000 \$? Pourquoi ne pourraient-ils pas eux aussi déduire de leurs impôts ces économies qu'ils font par amour pour leurs enfants et pour assurer leur sécurité future? Ma requête est la suivante: pourquoi donner tous les avantages aux riches? Qu'on en donne aussi à ceux qui ont un revenu moyen.

M. Boyer: Monsieur le Président, le député qui vient de se rasseoir se demandait si quelqu'un du côté ministériel commenterait l'idée qu'il préconise. C'est exactement ce que j'ai l'intention de faire.

Je l'ai entendu donner l'exemple de ces fonds utilisés pour les obligations municipales à 5 p. 100 d'intérêt à sept reprises, et quatre fois il a fait allusion à la manière dont s'y prennent les États-Unis. Chaque fois qu'il prône cette idée, il gagne des adeptes. Il parle avec beaucoup d'éloquence et de conviction.

M. Barrett: Merci beaucoup.

M. Boyer: J'aurais aimé qu'il mette encore plus d'éloquence et de conviction dernièrement à Winnipeg, car le message se serait rendu un peu plus loin.

L'idée qu'il préconise d'utiliser les fonds pour des projets municipaux est empruntée aux Américains. Voilà ce que préconise un parti qui ne voudrait surtout pas qu'on imite les Américains, qui souligne les méfaits d'adopter quoi que ce soit qui viendrait de chez nos voisins du Sud et qui soutient que rien de bon ne saurait venir de là, surtout pendant la période suivant la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange où nous devons assister, au